



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/2294
MS

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 1981 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée Gilles Gautier au lieu-dit « Le Vadoyer » à Plésidy d'un élevage avicole de 52000 animaux équivalents transformée en S.C.E.A. du Vadoyer à Plésidy le 13 février 1998 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée E.A.R.L. de Coët Parquet au lieu-dit « Coët Parquet » à Sainte-Tréphine d'un élevage avicole de 70080 animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêt préfectoral du 26 mars 2013 portant ouverture d'une enquête publique ;
- VU la demande présentée le 15 novembre 2012 complétée le 27 novembre 2012 par l'installation classée E.A.R.L. de Coët Parquet au lieu-dit « Coët Parquet » à Sainte-Tréphine relative à :
- la restructuration interne et externe d'un élevage avicole de 70080 animaux équivalents ;
 - la reprise partielle de la S.C.E.A. du Vadoyer ;
 - le rapatriement des effectifs présents sur le site du « Petit Lorfillec » au Haut-Corlay ;
 - la suppression de l'atelier de 43 bovins ;

- un nouvel effectif de 140160 animaux équivalents ;
- la construction d'un hangar à matériel ;
- l'augmentation de la capacité de l'unité de fabrication d'engrais organique et de support des cultures ;

- VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 31 décembre 2012 ;
- VU la saisine des conseils municipaux de Sainte-Tréphine, Gouarec, Laniscat, Plélauff, Plouguernevel et Plounevez-Quintin ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 17 janvier 2013 ;
- VU la saisine le 17 janvier 2013 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 17 janvier 2013 ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 avril 2013 au 15 mai 2013 ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 5 juillet 2013 ;
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 19 juillet 2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la restructuration envisagée permet d'améliorer les conditions de travail et de pérenniser cette installation ;

CONSIDERANT que l'implantation du nouveau poulailler et de la fabrique d'engrais organique et de support des cultures se fait à distances réglementaires ;

CONSIDERANT que l'ensemble des déjections produites sur l'installation sera déshydraté et transformé en engrais organique normalisé ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a complété son étude d'impact, conformément aux remarques émises par l'autorité environnementale ;

CONSIDERANT que conformément au plan de gestion des déjections présenté, le pétitionnaire est en mesure de respecter l'équilibre de la fertilisation sur son exploitation ;

CONSIDERANT que la direction départementale des territoires et de la mer émet un avis favorable ;

CONSIDERANT que dans son mémoire en réponse le pétitionnaire répond aux remarques soulevées par le commissaire enquêteur ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} - ABROGATIONS

L'arrêté préfectoral du 11 juillet 2008 modifié est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 4 mars 1991 modifié au nom de l'E.A.R.L. de Coët Parquet au lieu-dit « Le Petit Lorfillec » au Haut-Corlay est abrogé à compter du moment où les moyens de production seront transférés sur le site de « Coët Parquet » à Sainte-Tréphine.

ARTICLE 2 - AUTORISATION

1.1. - L'E.A.R.L. de Coët Parquet, ci-après dénommé l'éleveur, à Sainte-tréphine au lieu-dit « Coët Parquet » est autorisée à exploiter à cette adresse (Section ZL, parcelle n° 9 et Section B, parcelle n° 528), à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 140160 emplacements ou 140160 animaux équivalents, répartis en : 140160 poules pondeuses en présence simultanée (oeufs de consommation), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 56204 unités par an.

1.2. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1402 tonnes par an.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous les rubriques n° 2111-1 et n° 3660-a de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES)

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du(des) poulailler(s), seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

3.1 - Installation :

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001 [44 051].

3.1.2. - Les moyens mis en oeuvre sont :

- Poulailier P1 : gaines de séchage et hangar de stockage de 415 m² ;
- Poulailier P2 : tunnel de séchage et hangar de stockage de 574 m².

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également d'une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle dès la mise en place des animaux.

3.2. - Exploitation - entretien :

3.2.1. Surveillance de l'exploitation :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication :

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- Les quantités de fientes traitées ;
- Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place ;
- Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique :

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants : matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH_4 , P_2O_5 , K_2O .

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : *E.coli*, salmonelles (St, E), *Clostridium*, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux – Traçabilité :

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour 1252 tonnes de d'engrais organique par an soit 50200 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs ;
- les références de lot ;
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;

- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³ ;
- le nom du transporteur ;
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 5 - BILAN DE FONCTIONNEMENT

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, le prochain devant être transmis au plus tard dans dix années à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 6 - INTEGRATION PAYSAGERE

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DU SITE

L'arrêt des ateliers de poules pondeuses pour 37080 places sur le site « Le Petit Lorfillee » au Haut-Corlay, sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site « Coët Parquet » à Sainte-Tréphine.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remettra en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets seront valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
 - les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux seront vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles seront enlevées, sauf le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées qui seront rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
 - L'exploitant veillera à ce que les bâtiments ne se dégradent pas et à ce que les toitures conservent leur intégrité et leur étanchéité.
- Les abords seront régulièrement entretenus.

ARTICLE 9 - RESORPTION

La résorption prise en compte pour l'exploitation est de 56074 unités d'azote dont :

- 5874 unités par prélèvement ;
- 50200 unités par transfert.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS COMMUNES

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 - VOIE D'AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de Sainte-Tréphine pour y être consulté,
- affichée à la mairie de Sainte-Tréphine pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

ARTICLE 13 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Sainte-Tréphine et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de Gouarec, Laniscat, Plélauff, Plouguernevel et Plounévez-Quintin.

Saint-Brieuc, le 30 JUL. 2013

Le préfet,



Pierre Soubelet

